

PROJET D'ACCORD DE METHODE

Séance de Négociation du 8 septembre 2016



SOMMAIRE

- 01** Rappel
- 02** Contours du projet d'accord
- 03** Texte du projet d'accord



01

RAPPEL



7 GROUPES DE RÉFLEXION PARITAIRES POUR PRÉPARER LES NÉGOCIATIONS

19 MAI	3 JUIN	8 JUIN	22 JUIN	23 JUIN	29 JUIN	5 JUIL
Bilan de l'accord 2013-2016 T Lormeau	Automobile du futur B Ancelin	Usine du futur JV de los Mozos, Thierry Charvet	Usine du futur (zoom QCTP) Thierry Charvet	Ingénierie du futur G Gascon, Ph Perrier	Ambition De Renault en France T Bolloré	Enjeux RH et propositions des organisations syndicales MF Damesin



02

CONTOURS DU PROJET D ACCORD



POURQUOI UN ACCORD DE METHODE ?

- **Renault envisage d'engager une négociation pluriannuelle ayant pour objet de définir les conditions et moyens permettant d'assurer l'avenir de Renault en France dans la poursuite de l'accord triennal du 13 mars 2013 « contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement de Renault en France ».**

- **Afin d'assurer les meilleures conditions à l'exercice de notre dialogue social, nous souhaitons engager la négociation d'un accord de méthode :**
 - L'accord de méthode est un outil de préparation des négociations privilégié. Ses clauses sont de portée générale et pédagogique . Il définit notamment les procédures, les moyens, le cadre et l'esprit des relations paritaires. Un accord de méthode a pour seul objet de spécifier le processus et sa signature ne présuppose en aucun cas une quelconque décision d'adhérer ou de ne pas adhérer au contenu des éventuelles négociations à venir.

PERIMETRE DE LA NEGOCIATION ENVISAGEE

- **Le périmètre prévu dans l'accord du 13 mars 2013 serait inchangé**
 - Tous les établissements de Renault s.a.s.
 - ACI Villeurbanne, FDB, MCA, RSC, Sofrastock International, Sovab, STA .
- **Alpine, filiale industrielle ayant de nouveau intégrée le Groupe Renault, ferait partie du périmètre.**



CALENDRIER DE LA NEGOCIATION ENVISAGEE

- Ouverture des négociations le 22 septembre avec objectif de finalisation du processus de négociations pour le 13 décembre 2016
- Rythme bi-mensuel avec possibilité d'un rythme hebdomadaire si besoin
- Tenue des séances les mardis dans la mesure du possible
- Les deux premières séances de négociation (22 septembre et 4 octobre) seraient dédiées à GPEC/contrat de génération



MESURES PROPRES À FACILITER LE PROCESSUS DE DISCUSSION ET MOYENS MATÉRIELS ACCORDÉS AUX REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

- **Stabilité des délégations de négociation et qualité des échanges :**
 - ✓ Chaque délégation syndicale serait composée de 5 représentants par organisation syndicale
 - ✓ Dans la mesure du possible, les Organisations Syndicales et la Direction s'engageraient à de la stabilité dans la composition de leurs délégations respectives à chacune des réunions programmées.
- **Moyens**
 - ✓ Des moyens dédiés seraient accordés au-delà des moyens habituels dévolus aux organisations syndicales par les accords collectifs en vigueur
 - ✓ Ces moyens seraient accordés en tenant compte :
 - Du nombre de réunions estimé
 - Du temps de préparation requis
 - Attribution d'un volume de crédit d'heures mis à la disposition des délégués syndicaux centraux : 400 heures par OSR qui seraient à utiliser jusqu'au 31 décembre 2016
 - Prêt de véhicules : 1 véhicule mis à disposition par OSR partie à la négociation

03

TEXTE DU PROJET D ACCORD



Préambule 1/2

Afin d'assurer une base solide et durable des activités de Renault en France, la Direction et les Organisations Syndicales représentatives au niveau du Groupe ont signé, le 13 mars 2013, le « contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France ».

Cet accord venant à échéance le 31 décembre 2016, les organisations syndicales représentatives au niveau du Groupe ont été réunis dans le cadre de groupes de réflexion paritaire préalables à d'éventuelles négociations.

Sept groupes de réflexion paritaire se sont tenus et ont notamment eu pour objet de procéder à un bilan de l'accord de 2013, de présenter les enjeux économiques et sociaux de l'entreprise pour en garantir son avenir ainsi que de permettre aux organisations syndicales d'exprimer leurs attentes et de présenter leurs propositions.

Aux termes de ces réunions, la Direction a convié les Organisations Syndicales représentatives du Groupe Renault à la négociation du présent accord de méthode.



Préambule 2/2

Un accord de méthode a pour objectif de définir les procédures, les moyens, le cadre et l'esprit des relations paritaires dans la perspective de l'engagement d'une éventuelle négociation.

Il est entendu entre les parties qu'un accord de méthode a pour seul objet de spécifier le processus et sa signature ne présuppose en aucun cas une quelconque décision d'adhérer ou de ne pas adhérer au contenu des éventuelles négociations à venir.



Article 1 - Objet

Le présent accord collectif a pour objet de déterminer la méthode permettant à la négociation envisagée du futur accord pluriannuel de se tenir dans les meilleures conditions.

L'objectif de la négociation pluriannuelle serait de définir les conditions et moyens permettant d'assurer l'avenir de Renault en France dans la poursuite de l'accord triennal du 13 mars 2013 « contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France ».



Article 2 - Champ d'application

Le périmètre de la négociation pluriannuelle envisagée comprendrait l'ensemble des établissements de la société Renault s.a.s. situés en France ainsi que les filiales suivantes : ACI Villeurbanne, Alpine, FDB, MCA, RSC, Sofrastock International, Sovab, STA .

Dans ce cadre, les organisations syndicales ayant participé à la négociation du présent accord de méthode sont représentatives au niveau dudit périmètre et ont reçu mandat de leur fédération. L'entreprise dominante, Renault s.a.s., a reçu mandat des filiales.



Article 3 - Calendrier de la négociation envisagée

La négociation pluriannuelle envisagée débuterait le 22 septembre avec un objectif de finalisation du processus de négociation qui serait fixé au 13 décembre 2016. La liste des principales thématiques sera partagée lors de la 1^{ère} séance de négociation.

Le rythme de tenue des réunions serait bi-mensuel avec la possibilité de prévoir un rythme hebdomadaire en cas de besoin. Dans toute la mesure du possible, le mardi serait le jour de la semaine privilégié pour l'organisation des réunions.

Il est d'ores et déjà précisé que les deux premières séances de négociation , soit le 22 septembre et le 4 octobre, seraient dédiées à la GPEC et au contrat de génération.



Article 4 - Mesures propres à faciliter le processus de discussion et moyens matériels accordés aux représentants du personnel (1/2)

Chaque délégation syndicale serait composée de 5 représentants par organisation syndicale.

Les organisations syndicales tout comme la Direction s'engageraient, dans la mesure du possible, à de la stabilité dans la composition de leurs délégations respectives à chacune des réunions programmées.

Afin de permettre à chaque délégation de préparer au mieux les réunions de négociation, des moyens temporaires particuliers seraient mis à disposition, au-delà des moyens habituels dévolus aux organisations syndicales conformément aux accords collectifs en vigueur.

Ces moyens seraient accordés en tenant compte :

- du nombre de réunions estimé
- du temps de préparation requis.

Article 4 - Mesures propres à faciliter le processus de discussion et moyens matériels accordés aux représentants du personnel (2/2)

Ainsi, pour la durée du présent accord :

- un crédit global de 800 heures serait mis à disposition des Délégués Syndicaux Centraux
- dans le but de faciliter les déplacements des représentants des organisations syndicales, un véhicule Renault de segment C serait mis à la disposition de chaque organisation syndicale représentative participant à la négociation pluri-annuelle envisagée.

Il est expressément précisé entre les parties que les moyens liés au déploiement de l'éventuel accord pluriannuel qui serait signé feraient partie intégrante du contenu de la négociation dudit accord.

Article 5 -Communication de la négociation envisagée

- A l'issue de chaque séance de négociation, le communiqué interne établi par la Direction sera adressé avant sa diffusion aux organisations syndicales parties à la négociation.
- Par ailleurs, la direction des ressources humaines de chaque établissement ou filiale faisant partie du périmètre visé à l'article 2 du présent accord, organisera après chaque réunion de négociation de groupe une rencontre avec un représentant par organisation syndicale représentative sur son établissement ou filiale afin de leur communiquer un état d'avancement des négociations.



Article 6 - Dispositions juridiques et administratives

- Le présent accord est conclu dans le cadre des articles L 2221-2 et suivants du code du travail pour une durée déterminée. Il prend effet dès son dépôt et prend fin au 31 décembre 2016.
- Les dispositions du présent accord se substituent de plein droit aux dispositions contraires résultant d'accords collectifs d'entreprise ou d'établissement ou d'usages.
- Toute organisation syndicale représentative au niveau du périmètre déterminée à l'article 2, qui n'est pas partie au présent accord, peut y adhérer lorsque les formalités prévues à l'article L 2261-3 dernier alinéa, auront été accomplies.
- Le présent accord est déposé à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi et au Secrétariat-greffe du Conseil de prud'hommes de Boulogne.

